Commission : Commission développement durable

Question : Auteur : Nigéria

Ces dernières décennies, la question de l'urbanisation s'est peu à peu installée parmi les enjeux de notre siècle, et il est alors devenu nécessaire de s'interroger : Quel futur pour les villes de demain ? Il est utile de rappeler que les pays appelés en développement sont confrontés à une double explosion, démographique et urbaine et qu'en raison de l'exode rural, la population urbaine devrait doubler en 30 ans.

Dans les prochaines années, la population du continent Africain deviendra à plus de 50% citadine, et plusieurs pays, notamment le Nigéria, connaîtront un développement rapide des villes dépassant le million d'habitants et des grandes mégalopoles, donnant alors lieu à une expansion de nos cités sans précédent.

Le Nigéria a connu une croissance urbaine rapide durant la seconde moitié du 20ème siècle et cela a eu un impact profond sur la structure spatiale des villes nigérianes. Ces dernières se sont développées à partir du centre-ville traditionnel, agglomérant les zones résidentielles, commerciales et industrielles avec une variété de nouvelles fonctions économiques et sociales en périphérie.

Prenons comme exemple Lagos, capitale du pays dont la situation urbaine illustre bien les difficultés que nous pouvons rencontrer. En effet la ville est lagunaire et sa périphérie est située sur un terrain marécageux peut propice a l'installation d'infrastructures. Malgré ces difficultés, le centre ville connaît une croissance économique forte grâce aux institutions financières mises en places. L'un des objectifs des villes Nigériennes est l'intégration à la mondialisation et a l'économie internationale, c'est pourquoi la construction d'un nouveaux quartier d'affaire, appelé Eko Atlantic City, a été entrepris dans la capitale depuis 2009. Cette politique répond, entre autre, aux besoins des entreprises nigériennes et permet d'ouvrir les villes à l'international. Cela participe donc au développement de l'économie du pays et à l'essor de la classe moyenne. Pour satisfaire les nécessités de cette nouvelle population de nouveaux quartiers sont construits par exemple à Lagos le quartier Lekki, d'environ 200 000 habitants qui est dédié à la classe moyenne.

Certains quartiers périphériques, construits à la hâte sur des terrains marécageux par les nouveaux arrivants en exode rural ne sont pas propices à l'urbanisation. Leur implantation anarchique nuit aux projets mis en place par les collectivités territoriales. Cette croissance brutale répond à la nécessité d'accueillir des populations rurales qui quittent tout pour aller s'installer en ville. Malheureusement cette situation génère des risques majeurs, notamment environnementaux. Elle nécessite donc que l'on trouve rapidement des solutions viables et durables pour que les villes de demain n'affrontent pas les conséquences dues par exemple à la pollution. Il nous faut désormais, parvenir à établir des accords et obtenir des fonds afin de réorganiser, renforcer et mettre en œuvre les mesures requises pour restructurer et aménager ces quartiers.

La République fédérale du Nigeria comprend parfaitement les enjeux et la nécessité de proposer, aujourd'hui, un avenir et un développement durable pour nos villes futures. Néanmoins nous pensons que ces mesures doivent être prises dans un cadre pacifié. Comme vous le savez, le Nord-Est du Nigeria est victime des méfaits de la secte Boko Haram qui ont déstabilisé certaines de nos régions. Nous nous sommes vu dans l'obligation de déplacer plus de 1,5 million de personnes pour les protéger des attaques armées et par conséquent nous avons dû et devons encore palier au manque de nourriture, de place et d'eau potable que cette situation engendre.

Ces actions de guerre portent évidement préjudice a notre bon développement et ne nous permettent pas d'envisager sereinement la mise en œuvre des nouvelles mesures d'urbanisation dont nos villes ont tant besoin. C'est pourquoi la République fédérale du Nigeria invite la communauté internationale à prendre en compte ces facteurs dans la mise en place d'objectifs futurs pour nos villes.

Toutefois, il est évident que de La République fédérale du Nigéria souhaite participer à l'effort collectif même si la situation reste délicate pour notre pays aussi bien humainement que financièrement. La délégation du Nigéria s'engage donc à accorder à cette question complexe tout le temps et le sérieux qu'elle nécessite dans l'espoir de trouver une solution bénéfique pour tous à notre désir commun d'une urbanisation viable et durable.